

4° les membres du personnel temporaires et statutaires des instituts supérieurs en Communauté flamande, appartenant aux catégories de personnel enseignant ou de personnel administratif et technique visées à la partie 5, titre 2, chapitres 2 et 3, et titre 5, chapitre 2 du Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013 ;

5° les membres du personnel visés à l'article III.35, § 1, 1° à 3° inclus, et à l'article III.36, § 4, du Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, qui sont effectivement occupés dans un institut supérieur.

Si le médecin du travail estime qu'un membre du personnel appartenant à un groupe à risque qui refuse un vaccin peut reprendre son travail dans l'école, l'institution ou le centre, et que le membre du personnel ne souhaite pas reprendre son travail à la suite de cette décision, le membre du personnel doit prendre un congé ou une absence pour prestations réduites pendant son absence.

**Art. 2.** Pendant l'année scolaire 2020-2021, des remplacements réguliers tels que visés à l'article 22/2, 1°, du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 peuvent être accordés dans les établissements de l'enseignement secondaire si l'absence commence le 1<sup>er</sup> juin 2021 ou après :

- 1° dans une fonction de recrutement du personnel directeur et enseignant ;
- 2° dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation ;
- 3° dans une fonction de recrutement du personnel paramédical ;
- 4° dans une fonction de recrutement du personnel orthopédagogique ;
- 5° dans une fonction de recrutement du personnel psychologique ;
- 6° dans une fonction de recrutement du personnel médical ;
- 7° dans une fonction de recrutement du personnel social ;
- 8° dans la fonction d'éducateur du personnel d'appui.

Un remplacement tel que visé à l'alinéa 1 prend fin au plus tard le 30 juin 2021.

**Art. 3.** Pendant l'année scolaire 2020-2021, des remplacements réguliers tels que visés à l'article 22/2, 1° du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 peuvent être autorisés dans une fonction de recrutement du personnel enseignant dans les centres d'éducation des adultes si l'absence commence le 1 juin 2021 ou après.

Un remplacement tel que visé à l'alinéa 1 prend fin au plus tard le 30 juin 2021.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1 juin 2021. L'article 1 produit ses effets le 19 avril 2021.

**Art. 5.** Le ministre flamand compétent pour l'enseignement et la formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,  
B. WEYTS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31794]

**8 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, articles 11, 15, 16 et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2021;

Vu le test genre du 28 avril 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la procédure visée à l'article 14 de l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, sollicitée le 2 juin 2021;

Vu l'avis n° 69.502 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté par le Gouvernement en date du 4 février 2021 afin d'évaluer le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, conformément à l'article 20 dudit décret;

Sur la proposition de la Ministre des Hôpitaux universitaires;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médicotechniques lourds en hôpital universitaire, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3. Le taux d'intérêt de référence est arrêté par le Ministre et le Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

Le taux d'intérêt est calculé sur base de la moyenne des taux d'intérêt payés sur les obligations d'Etat (taux OLO) des années N-3 à N-1, ramené à zéro s'il devait être négatif, additionné d'un coefficient de sécurité de 0,50%. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. § 1<sup>er</sup>. L'hôpital qui souhaite modifier son plan de construction doit introduire une demande auprès du Ministre. La demande mentionne les projets déjà intégrés au cours des deux années précédentes pour chaque site hospitalier, ainsi que les projets qu'il souhaite intégrer dans le prix d'hébergement, il est joint un échéancier de cette intégration.

§ 2. Si la demande de l'hôpital a pour effet de modifier l'introduction de mètres carrés dans le plan de construction approuvé, celle-ci est soumise à l'accord du Gouvernement. Le Ministre détermine les éléments devant figurer dans la demande ainsi que ses modalités de dépôt.

§ 3. Les modifications relatives à la capacité de facturation de l'hôpital ne peuvent avoir pour effet d'augmenter les quantités activables, par section, toutes implantations confondues, plus tôt que tel que prévu dans le plan de construction initial.

Les modifications approuvées par le Gouvernement sont incorporées dans le plan de construction en cours, sans en modifier l'échéance. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 9 bis, comportant les articles 23/1 et 23/2, rédigé comme suit :

« Chapitre 9 bis.- Subventions forfaitaires

Art. 23/1. Le montant global de la subvention forfaitaire visée à l'article 15 du décret du 19 juillet 2017 pour les quatre hôpitaux universitaires est fixé à 6.268.798,45 euros.

Ce montant est réparti entre les hôpitaux suivant la clé de répartition visée à l'article 1<sup>er</sup> du décret programme du 11 juillet 2018 portant diverses mesures relatives aux infrastructures hospitalières universitaires, à l'enseignement supérieur, aux infrastructures scolaires, aux Fonds budgétaires, aux Affaires générales, à la Culture, aux Ecoles de devoir, au subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels.

Lorsque le montant déterminé conformément à l'alinéa 2 est supérieur à la partie du prix d'hébergement calculée conformément à l'article 8 du décret, pour le 1<sup>er</sup> juillet de l'année, ce montant est alloué à l'hôpital universitaire sous forme d'une subvention forfaitaire au cours du deuxième semestre de cette même année. Dans ce cas, la partie du prix d'hébergement calculée conformément à l'article 8 du décret n'est pas intégrée dans le calcul du prix d'hébergement fixé au 1<sup>er</sup> juillet de l'année considérée.

Lorsque le montant déterminé conformément à l'alinéa 2 est inférieur ou égal à la partie du prix d'hébergement calculée conformément à l'article 8 du décret, cette partie est intégrée dans le prix d'hébergement fixé au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours. Dans ce cas, l'hôpital universitaire ne bénéficie pas de la subvention forfaitaire.

Art. 23/2. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 16 du décret, le Gouvernement peut octroyer un financement complémentaire correspondant à la différence entre la subvention forfaitaire dont l'hôpital universitaire a bénéficié conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret programme du 11 juillet 2018 portant diverses mesures relatives aux infrastructures hospitalières universitaires, à l'enseignement supérieur, aux infrastructures scolaires, aux Fonds budgétaires, aux Affaires générales, à la Culture, aux Ecoles de devoir, au subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels, et le montant de l'ensemble des financements dont l'hôpital universitaire a bénéficié par l'application du décret au cours de l'année civile considérée.

Dans le cadre du calcul visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant du financement dont l'hôpital universitaire a bénéficié résulte de la somme des éléments suivants :

1° le prix d'hébergement annuel de l'année civile en cours résultant de la somme de la moitié du prix d'hébergement annuel calculé au 1<sup>er</sup> juillet de l'année civile précédente et de la moitié du prix d'hébergement annuel calculé au 1<sup>er</sup> juillet de l'année civile en cours;

2° la subvention forfaitaire visée par l'article 13 du décret;

3° la subvention forfaitaire visée par l'article 15 du décret.

A l'alinéa 2, 1°, dans le cadre de la prise en compte du prix d'hébergement, la partie visée par l'article 3, deuxième alinéa, 1°, du décret du 19 juillet 2017, est exclue.

§ 2. Le financement complémentaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est attribué par une subvention unique au cours du deuxième semestre de l'année civile en cours.

Le financement complémentaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est attribué à titre provisoire. Il peut être corrigé ultérieurement, en positif ou en négatif, après que les journées d'hospitalisation réellement prestées, facturées et payées dans le cadre du prix d'hébergement sont connues, soit au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit de deux ans l'attribution du financement complémentaire. Un versement complémentaire ou une retenue sur les versements futurs sont alors appliqués. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° l'article 1<sup>er</sup> produit ses effets au 22 juin 2021;

2° l'article 2 entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2021.

**Art. 5.** Le Ministre qui a les hôpitaux universitaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31794]

**8 JULI 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van 20 december 2017 ter uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de huisvestingsprijs en de financiering van bepaalde uitrustingen van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 juli 2017 betreffende de huisvestingsprijs en de financiering van bepaalde uitrustingen van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen, artikelen 11, 15, 16 en 18;

Gelet op het besluit van de regering van 20 december 2017 ter uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de huisvestingsprijs en de financiering van bepaalde uitrustingen van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 6 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 20 mei 2021;

Gelet op de gendertest van 28 april 2021, opgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de procedure bedoeld in artikel 14 van het kadersamenwerkingakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franse overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn, aangevraagd op 2 juni 2021;

Gelet op het advies nr. 69.502 van de Raad van State, uitgebracht op 28 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de conclusies van het verslag van de werkgroep die de regering op 4 februari 2021 heeft opgedragen om het decreet van 19 juli 2017 betreffende de huisvestingsprijs en de financiering van bepaalde uitrustingen van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen te evalueren, overeenkomstig artikel 20 van genoemd decreet;

Op de voordracht van de minister van Universitaire Ziekenhuizen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 9 van het besluit van de regering van 20 december 2017 ter uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de huisvestingsprijs en de financiering van bepaalde uitrustingen van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen, wordt paragraaf 3 vervangen door wat volgt:

“§ 3 De referentierentevoet wordt bepaald door de minister en de minister die bevoegd is voor de begroting.

Het rentepercentage wordt berekend op basis van het gemiddelde van de rentepercentages voor staatsobligaties (OLO-rente) in de jaren N-3 tot en met N-1, verlaagd tot nul indien het negatief is, vermeerderd met een veiligheidscoëfficiënt van 0,50%.”.

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 16/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 16/1. § 1. Een ziekenhuis dat zijn bouwplan wenst te wijzigen, moet daartoe een verzoek indienen bij de minister. In de aanvraag worden voor elke ziekenhuislocatie de projecten vermeld die in de twee voorgaande jaren reeds zijn geïntegreerd, alsmede de projecten die men in de herbergingsprijs wenst te integreren, en wordt een tijdschema voor deze integratie bijgevoegd.

§ 2 Indien de aanvraag van het ziekenhuis leidt tot een wijziging in de opnemings van vierkante meters in het goedgekeurde bouwplan, moet het ter goedkeuring aan de regering worden voorgelegd. De minister bepaalt welke elementen in de aanvraag moeten worden opgenomen en op welke wijze de aanvraag moet worden ingediend.

§ 3. Wijzigingen met betrekking tot de factureringscapaciteit van het ziekenhuis mogen niet tot gevolg hebben dat de hoeveelheden die per afdeling, alle locaties samengenomen, kunnen worden geactiveerd, eerder worden verhoogd dan in het oorspronkelijke bouwplan was voorzien.

De door de regering goedgekeurde wijzigingen worden opgenomen in het lopende bouwplan, zonder dat de termijn ervan wordt gewijzigd.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 9 bis ingevoegd, met de artikelen 23/1 en 23/2, die als volgt luiden:

“Hoofdstuk 9bis - Forfaitaire subsidies

Artikel 23/1. Het totaalbedrag van de forfaitaire subsidie bedoeld in artikel 15 van het decreet van 19 juli 2017 voor de vier universitaire ziekenhuizen wordt vastgesteld op 6.268.798,45 euro.

Dit bedrag wordt over de ziekenhuizen verdeeld volgens de verdeelsleutel bedoeld in artikel 1 van het programmadecreet van 11 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake universitaire ziekenhuisinfrastructuur, hoger onderwijs, schoolinfrastructuur, begrotingsfondsen, algemene zaken, cultuur, huiswerkinstellingen, subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren.

Wanneer het overeenkomstig het tweede lid bepaalde bedrag hoger is dan het overeenkomstig artikel 8 van het decreet berekende deel van de herbergingsprijs voor 1 juli van het jaar, wordt dit bedrag in de vorm van een forfaitaire subsidie aan het academisch ziekenhuis toegekend tijdens het tweede semester van hetzelfde jaar. In dit geval wordt het overeenkomstig artikel 8 van het decreet berekende deel van de herbergingsprijs niet meegerekend bij de berekening van de herbergingsprijs die op 1 juli van het betrokken jaar is vastgesteld.

Wanneer het overeenkomstig lid 2 vastgestelde bedrag lager is dan of gelijk is aan het overeenkomstig artikel 8 van het decreet berekende deel van de herbergingsprijs, wordt dat deel opgenomen in de op 1 juli van het lopende jaar vastgestelde herbergingsprijs. In dat geval komt het universitair ziekenhuis niet in aanmerking voor de forfaitaire subsidie.

Art. 23/2. § 1. Overeenkomstig artikel 16 van het decreet kan de regering een aanvullende financiering toekennen die overeenstemt met het verschil tussen de forfaitaire subsidie die het universitair ziekenhuis heeft genoten overeenkomstig artikel 1 van het programmadecreet van 11 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake universitaire ziekenhuisinfrastructuur, hoger onderwijs, schoolinfrastructuur, begrotingsfondsen, algemene zaken, cultuur, huiswerkinstituten, subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren, en het bedrag van de totale financiering die het universitair ziekenhuis heeft genoten door de toepassing van het decreet tijdens het kalenderjaar in kwestie.

Voor de toepassing van de in lid 1 bedoelde berekening wordt het bedrag van de financiering die het academisch ziekenhuis heeft genoten, verkregen door de som van de volgende elementen:

1° de jaarlijkse herbergingsprijs van het lopende kalenderjaar, berekend als de som van de helft van de jaarlijkse herbergingsprijs berekend op 1 juli van het vorige kalenderjaar en de helft van de jaarlijkse herbergingsprijs berekend op 1 juli van het lopende kalenderjaar;

2° de forfaitaire subsidie bedoeld in artikel 13 van het decreet;

3° de forfaitaire subsidie bedoeld in artikel 15 van het decreet.

In lid 2, 1°, wordt in het kader van het in aanmerking nemen van de herbergingsprijs, het gedeelte bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1°, van het decreet van 19 juli 2017, uitgesloten.

§ 2. De in de eerste paragraaf, eerste lid, bedoelde aanvullende financiering wordt in de tweede helft van het lopende kalenderjaar toegekend in de vorm van een eenmalige subsidie.

De in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde aanvullende financiering wordt op voorlopige basis toegewezen. Zij kan later positief of negatief worden gecorrigeerd, zodra de werkelijk verstrekte, gefactureerde en in het kader van de herbergingsprijs betaalde opnamedagen bekend zijn, d.w.z. uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op de toekenning van de aanvullende financiering met twee jaar. In dat geval wordt een aanvullende betaling verricht of worden toekomstige betalingen in mindering gebracht.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van lid 1:

1° artikel 1 heeft uitwerking met ingang van 22 juni 2021;

2° Artikel 2 treedt in werking op 1 oktober 2021.

**Art. 5.** De minister bevoegd voor de universitaire ziekenhuizen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 2021.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JÉHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203683]

#### 15 JUILLET 2021. — Décret relatif à l'accessibilité aux personnes accompagnées de chiens d'assistance aux lieux publics et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la Partie 2, Livre IV, Titre II, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du Chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Accessibilité aux personnes accompagnées de chiens d'assistance aux lieux publics ».

**Art. 3.** L'article 327 du même Code, modifié par le décret du 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 327. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° le chien d'assistance : tout chien dressé ou en cours de dressage, ou en formation et destiné à accompagner des personnes handicapées dans leurs déplacements et actes de la vie quotidienne;

2° les lieux publics : tous bâtiments ou parties de bâtiments, lieux et espaces, publics ou privés, destinés à un usage public ainsi que les transports rémunérés des personnes;

3° l'association : l'association qui se charge de la formation du chien d'assistance et qui est agréée par l'Agence ou une association officielle reconnue dans une autre entité fédérée ou un autre État;

4° le milieu d'accueil familial : la famille qui, pendant une période déterminée, se charge de la formation du chien d'assistance et bénéficie de l'aide et du soutien d'une association;

5° l'instructeur : la personne qui se charge du dressage du chien d'assistance et qui est agréée par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le dressage est effectué soit par un instructeur ou une association, soit en formation en milieu d'accueil familial. Le chien dressé ou en cours de dressage ou en formation est reconnaissable grâce à un harnais ou une cape. ».